Association Africaine des Juristes de Banque

et Etablissement Financier

Cérémonie de clôture des 23es Journées annuelles de l'AJBEF,

Bujumbura -Burundi

DISCOURS DE CLOTURE DU PRÉSIDENT DE L'AJBEF-AFRIQUE

Madame la représentante du président de la Cour suprême ;

Monsieur le représentant de la Banque Centrale du Burundi ;

Monsieur le représentant de la Banque Centrale du Congo ;

Monsieur le Président et Directeur Général de l'AFB CD SA ;

Monsieur le représentant du gouverneur de la Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCAO) ;

Monsieur le représentant du Président de l'Association Burundaise des Établissements Financiers (ABEF) ;

Monsieur le Directeur Général de l'ERSUMA ;

Mesdames et Messieurs experts et partenaires ;

Chers membres de l'AJBEF ;

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs,

Nous voici arrivés au terme des 23es Journées annuelles de l'AJBEF 2026, organisées ici, à Bujumbura, autour d'un thème qui n'était ni circonstanciel, ni simplement académique : Je cite :

« Juriste de banque : acteur incontournable de la performance bancaire et financière ».

Ce thème nous **a réunis**, mais surtout, nos travaux nous **ont permis d'en mesurer concrètement la portée et les exigences.**

Pendant ces journées, nous n'avons pas seulement parlé du droit. Nous avons travaillé sur ce que le droit permet de construire, de sécuriser, de prévenir et de rendre plus performant dans une institution bancaire et financière.

Le programme de ces Journées a précisément été conçu dans cette perspective, en allant de la sécurisation du crédit jusqu'au contentieux bancaire, en passant par la digitalisation, la conformité, la RSE, les sûretés, l'arbitrage et la transformation du métier de juriste de banque.

Mesdames et Messieurs,

C'est précisément à l'aune de ces attentes que nous devons apprécier les enseignements que nous emportons de Bujumbura.

Ces attentes nous obligent. Oui, elles nous rappellent que la réflexion juridique n'a de véritable valeur que lorsqu'elle se traduit en solutions concrètes pour nos établissements : une meilleure sécurisation des opérations, une meilleure maîtrise des risques, une meilleure conformité, une prévention plus efficace des contentieux et, en définitive, **une contribution plus directe à la performance bancaire et financière.**

Nous espérons également qu'elles auront répondu aux attentes de nos Directeurs Généraux et dirigeants de banques et d'établissements financiers, telles qu'elles ont été portées devant nous lors de l'ouverture de nos travaux, par Monsieur **le Président de l'Association Burundaise des Banques et des Établissements Financiers (ABEF), Vice-Président du Club des dirigeants des banques et représentant du Club à ces assises.**

Nous espérons notamment qu'elles auront répondu aux attentes de Son Excellence Monsieur le Ministre de la Justice, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, dont la présence, l'engagement et l'appui ont donné, à ces assises une portée institutionnelle particulière.

À ce moment précis où nos travaux arrivent à leur terme, permettez-moi de formuler un vœu : **celui que ces Journées de Bujumbura, aient pleinement répondu aux attentes qui ont présidé à leur organisation.**

Mesdames et Messieurs,

Qu'avons-nous réellement reçu au terme de ces travaux ?

Nous avons reçu une expertise plus opérationnelle et pratique.

Mesdames et Messieurs,

À travers l'ensemble de ces travaux, chacun d'entre nous repart avec une responsabilité nouvelle.

Aux juristes de banque,

Vous repartez, nous l'espérons, avec une conviction renforcée : « Vous n'êtes pas seulement les gardiens de la légalité. Vous êtes des acteurs de la performance. » Votre rôle est de sécuriser la décision, mais aussi de permettre à la banque de décider mieux, plus vite et avec une meilleure maîtrise du risque.

Aux dirigeants des banques et établissements financiers,

Vous repartez, nous l'espérons, avec une évidence : le juriste de banque doit être associé suffisamment tôt aux décisions stratégiques**. Une banque qui consulte son juriste uniquement lorsqu'un problème juridique est déjà constitué, se prive d'un instrument essentiel de prévention et de performance.**

Aux régulateurs et superviseurs,

Vous repartez, nous l'espérons, avec le constat que le dialogue entre le régulateur et les professionnels du droit bancaire est indispensable à la construction d'un environnement financier sécurisé, prévisible et favorable au financement de nos économies.

Aux magistrats et avocats,

Vous repartez, nous l'espérons, avec une connaissance encore plus fine des réalités opérationnelles du secteur bancaire et financier, de ses contraintes, de ses mécanismes et de ses impératifs de sécurité.

Aux universitaires et chercheurs,

Vous repartez, nous l'espérons, avec la responsabilité de continuer à produire une doctrine et une réflexion capables d'accompagner les transformations profondes de la banque africaine.

Et à l'AJBEF,

Nous repartons avec une obligation : « Transformer cette expertise collective en action. »

Mesdames et Messieurs,

Le succès de Bujumbura ne sera pas mesuré au nombre de communications prononcées.

Il sera mesuré à ce que nous ferons après Bujumbura.

Si demain, un juriste de banque sécurise mieux un crédit grâce à ce qu'il a appris ici ; si une banque évite un contentieux grâce à une meilleure rédaction contractuelle ; si un établissement améliore son dispositif de conformité ; si une garantie est mieux constituée et mieux réalisée ; si une banque anticipe mieux un risque cyber ; si un dirigeant associe plus tôt son juriste de banque à une décision stratégique ; si une institution intègre mieux les exigences RSE dans son processus de crédit ; **alors, Bujumbura aura produit un résultat concret.**

Et c'est précisément le sens du cahier des résolutions et recommandations ainsi que du comité de suivi des actions prévus au terme de nos travaux par le responsable du comité de suivi des résolutions.

Chers collègues,

Notre profession est à un tournant.

Le monde bancaire africain change.

Les technologies changent.

Les modes de financement changent.

Les risques changent.

La réglementation change.

Les attentes de la société changent.

Le juriste de banque doit donc changer lui aussi.

Mais il ne doit pas abandonner son identité.

Il doit devenir plus stratégique sans cesser d'être juridique ; plus technologique sans perdre sa rigueur ; plus proche du business sans compromettre son indépendance ; plus opérationnel sans renoncer à l'éthique.

Voilà le véritable défi.

Et voilà pourquoi l'AJBEF continuera à être un espace de formation, d'échanges, de confrontation des expériences et de construction d'une expertise africaine de haut niveau.

Mesdames et Messieurs,

Bujumbura aura également été une rencontre humaine.

Nous sommes venus de différents pays, avec des systèmes juridiques, des expériences professionnelles et des environnements réglementaires parfois différents.

Mais nous avons découvert une chose essentielle : nos défis sont profondément communs.

La sécurisation du crédit.

La maîtrise du risque.

La conformité.

La digitalisation.

La cybercriminalité.

Le contentieux.

La gouvernance.

La performance.

Nous avons donc besoin **d'une forte coopération entre les juristes africains**.

Nous avons besoin de partager nos jurisprudences, nos pratiques, nos expériences, nos solutions et nos compétences.

C'est ainsi que nous construirons progressivement une véritable expertise juridique bancaire africaine.

Excellence, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, au nom de l'AJBEF, d'adresser notre profonde gratitude aux autorités de la République du Burundi, à l'ABEF, aux institutions partenaires, aux banques et établissements financiers, aux experts, aux magistrats, aux avocats, aux universitaires et à tous ceux qui ont contribué à la réussite de ces Journées.

Notre reconnaissance va particulièrement à tous les experts et intervenants, venus partager généreusement leur savoir, leur expérience et leur vision.

Je remercie également chacun des participants.

Vous avez fait de ces Journées non pas une simple succession de conférences, mais un véritable espace africain d'intelligence collective.

Chers membres de l'AJBEF,

Au moment où nous clôturons les journées annuelles 2026, je voudrais que nous retenions une seule idée :

Nous sommes les juristes de banque et non des juristes dans la banque.

« Le juriste de banque ne doit plus être seulement celui qui dit ce que le droit interdit ou autorise. Il doit être celui qui aide la banque à faire ce qui est juridiquement sûr, économiquement pertinent et durablement performant. »

C'est cette vision que nous devons désormais porter.

Le droit doit sécuriser la performance.

La conformité doit protéger la performance.

La gouvernance doit soutenir la performance.

La prévention du risque doit préserver la performance.

Et le juriste doit être au cœur de cette dynamique.

Mesdames et Messieurs,

Je déclare, avec une profonde satisfaction et une grande fierté, closes les 23es Journées annuelles de l'AJBEF à Bujumbura.

Mais je veux le dire avec force : nous ne clôturons pas un travail ; nous ouvrons une nouvelle étape. Celle du Bénin 2027.

Nous avons reçu des connaissances. Nous devons maintenant produire des compétences.

Nous avons partagé des expériences. Nous devons maintenant produire des pratiques.

Nous avons formulé des recommandations. Nous devons maintenant produire des résultats.

Et nous avons renforcé nos liens. Nous devons maintenant renforcer notre action collective.

Que chacun reparte donc de Bujumbura avec une responsabilité, une ambition et un engagement renouvelés.

Être juriste de banque, ce n'est pas seulement accompagner la banque.

C'est contribuer à sa sécurité.

C'est contribuer à sa gouvernance.

C'est contribuer à sa résilience.

Et, en définitive, c'est contribuer à sa performance et au financement du développement de l'Afrique.

Vive l'AJBEF!

Vive la coopération entre les professionnels du droit, de la banque et de la finance en Afrique !

Vive la République du Burundi et son peuple !

Et surtout, poursuivons ensemble notre mission : **faire du droit un levier de confiance, de sécurité, de performance et de développement pour une Afrique forte, unie et portée par le droit, la confiance et l'excellence !**

Je vous remercie.

Bujumbura, le 08 octobre 2026

Le Président AJBEF – AFRIQUE

Dieudo BIN POSHO